

SKIKDA/COMMEMORATION**DE L'INCIDENT DU GNL1K****L'APW lance des actions de sensibilisation et d'information**

Des actions d'information et de sensibilisation ont été lancées par l'APW, ce mardi, au niveau de la salle de délibérations, et ce, à l'occasion de la commémoration de l'incident du GNL1K, survenu le 19 janvier 2004 et qui a fait 27 morts et 70 blessés. Une assistance, composée des autorités locales, des députés, des étudiants et des représentants de différents secteurs ainsi que ceux du mouvement associatif, est venue prendre part à un débat portant sur le thème des catastrophes et risques industriels, particulièrement, et leurs incidences sur le milieu urbain et la santé publique, ainsi que des mesures prises afin d'en atténuer l'ampleur avec l'identification de chacune des responsabilités des différents acteurs concernés par l'aide à apporter aux citoyens touchés par le sinistre.

L'intervention du responsable de la Protection civile a été axée essentiellement autour des rôles attribués à chaque directeur de l'exécutif dans l'application du module contenu dans le plan Orsec, qui en comprend 14. Le débat qui s'en est suivi s'est articulé autour de la véritable portée pratique de ce plan, qui n'a été réactualisé qu'après les inondations survenues à l'Aïd El-Fitr. Car Skikda

aurait évolué pendant deux années sans ce plan d'organisation des secours, une chose qui a entravé le bon déroulement de l'assistance aux citoyens démunis.

En vérité, le débat n'était pas assez riche, car amoindri par l'absence des directeurs de l'exécutif. Le responsable de la Protection civile ne répondait qu'aux questions se rapportant à son secteur et à sa mission définie par ce plan.

La deuxième partie de la journée a été réservée à une communication présentée par M. Boukazoula, assistant du P-DG de l'EGZIK, au cours de laquelle il s'est étalé à définir les causes liées aux risques industriels majeurs dans la vie des entreprises, qui apparaissent particulièrement au cours de trois phases : phase de création de l'entreprise (trois à sept ans), phase de rénovation qui devrait s'effectuer à chaque quinze et vingt ans, et enfin la phase de vétusté des équipements ou phase de vieillesse visible après trente ans. D'ailleurs, l'incident du GNL1K survenu le 19 janvier 2004 est imputé à la "vieillesse" du GNL.

La rénovation de ses équipements n'a pu être menée à terme, selon les dires de l'intervenant, pour des raisons sécuritaires et surtout de la baisse du

prix du pétrole.

Il a également insisté sur le fait qu'aucun incident, quelle que soit son ampleur, ne pourrait faire exploser toute la wilaya, comme colporté par la rue. "Sauf si une bombe fait exploser les 145 bacs dont dispose la zone industrielle", dira-t-il pour justifier ses propos.

Boukazoula a affirmé notamment que l'urbanisation doit tenir compte des risques industriels, allusion faite à la densification urbaine qui prend des proportions relativement importantes auprès de la zone pétrochimique, afin d'atténuer un tant soit peu les dégâts matériels et surtout humains qui peuvent découler d'une explosion ou d'une catastrophe. Les citoyens ont soulevé des interrogations restées sans réponse, comme le pourquoi du non-lancement du programme de décontamination du site réservé à l'implantation du projet chlore/soude au sein du complexe CPIK à l'ENIP ainsi que sur les véritables causes de l'incident du GNL1K. Le conférencier se contentera d'affirmer que "si il n'y avait pas de véritables défaillances techniques relevées, les compagnies étrangères d'assurances ne nous auraient pas dédommages à hauteur de 500 millions de dollars".

Un élu FLN affirmera

dans ce sens que "pour le moment, bien que le lieu ne soit pas approprié, on ne peut pas dire qu'il y a des causes.

Au contraire, il faut dire qu'il n'y a pas de causes. Concernant le dédommagement, il n'y a pas de lien avec l'incident, car on peut déceler des défaillances humaines et recevoir un dédommagement plus conséquent".

Eu égard à l'importance de ce sujet, la maîtrise de cette séance par Khazzouz, élu à l'APW, a été assez difficile, bien qu'il s'en soit tiré à merveille. Moutlt préoccupations citoyennes ne peuvent être cernées au cours d'une séance de quatre heures, mais il faut que ce genre d'initiatives soit encouragé.

D'ailleurs, l'une des plus importantes recommandations émises par le rapport élaboré par la commission de suivi, présidée par ce même Khazzouz Salah-Eddine et installé par l'APW à l'issue de l'incident de GNL, fut l'inévitabilité d'organiser des journées d'étude sur la sécurité industrielle.

Que les autres recommandations soient également prises en considération.

Zaid Zoheir

M'SILA**Deux morts et trois blessés dans deux accidents**

Deux morts et trois blessés ont été signalés mardi 18 janvier suite à deux accidents survenus dans la wilaya de M'sila. Dans le premier, survenu sur la RN46 dans la région de Ben-Srouf à l'est de Boussaâda, on a signalé le décès d'une personne âgée de 65 ans résidant à Blida et la blessure de trois autres originaires de la wilaya de Boumerdès, suite à un télescopage entre un camion et une voiture.

Le deuxième, ayant eu lieu sur la RN8 au niveau de la commune de Dira relevant de la daïra de Sour El-Ghozlane dans le nord de Sidi-Aïssa, a causé la mort d'un jeune de 22 ans suite à une collision entre un camion de type Fiat et une Peugeot 304.

Les services des pompiers ont procédé à l'évacuation des blessés respectivement aux hôpitaux de Boussaâda et de Aïdi Aïssa.

A. Laïdi

OUM-EL-BOUAGHI**Une vieille femme de 87 ans a été assassinée, brûlée puis coupée en morceaux**

Un crime abominable a été perpétré à Abbas Laghour, près d'Oum El-Bouaghi-ville, dans la nuit du lundi 16 janvier 2005. Une vieille femme répondant aux initiales de B. H., âgée de 87 ans, a été assassinée, brûlée puis coupée en morceaux.

Le tout a été mis dans des sachets qui ont été soigneusement cachés dans un placard. Les faits se sont déroulés dans la nouvelle maison, non encore habitée, de la famille de la victime. Alertés par la fille de la malheureuse vieille femme, les éléments de la Gendarmerie nationale se sont déplacés sur les lieux pour constater l'horreur. Une enquête a été aussitôt

ouverte et qui a permis de remonter le fil et d'arrêter l'auteur présumé du crime, S. F., âgé de 25 ans, qui s'avère être le petit-fils de la victime. Selon les premiers éléments de l'enquête, le mobile du crime serait relié au fait que le présumé criminel voulait soutirer de l'argent à la victime.

Par les temps qui courent, les personnes âgées sont la cible d'individus dénués de toute sensibilité humaine et sans aucune frontière morale.

Récemment un vieil homme de 84 ans a été sauvagement égorgé dans la commune de K'sar Belezma à 40 kilomètres au nord-ouest de Batna-ville.

Nasreddine Bakha

KHENCHELA**Des enseignants revendiquent leurs salaires**

N'ayant pas perçu le salaire du mois de janvier et les diverses primes de rendement et de scolarité, des enseignants des établissements scolaires de Khenchela ont réagi.

D'abord par une réunion de concertation jeudi dernier pour envisager les mesures à prendre de la part des syndicats, à savoir l'UNPEF et le Satef. Le Snapap et l'UGTA suivent aussi l'évolution. Au niveau de la Direction de l'éducation, les fichiers n'ont pas été actualisés à temps car

il y a eu des départs d'enseignants et l'arrivée d'autres. La matrice de 2005 à actualiser est exigée par le contrôleur financier difficilement joignable.

Au niveau du Trésor public, c'est le raz-darmée des pensionnées pour ce qui est des moudjahidine et ayant droits de chouchada qui perçoivent la pension trimestrielle à partir du 15 janvier. Comme il y a les bilans de l'exercice 2004, on travaille même le jeudi pour faire sortir les salaires des

fonctionnaires des diverses directions. Il y a ceux qui ont des comptes domiciliés au Trésor même et d'autres dans les banques commerciales, la Badr Bank, la CPA, la BNA et la BDL. Si certains fonctionnaires sont dépités et acceptent avec des grognements cette situation, les enseignants, eux, réagissent par des arrêts de cours de 10 h à 12 h les samedi et dimanche dans des établissements du primaire, du moyen et du secondaire à l'image des lycées El-

Bah 2, Chihani-Bachir, Athmani-Tidjani, le technicum Djebaili-Salah. Ils ont demandé aux élèves de retourner chez eux.

Les parents comprennent cette situation puisque tout le monde est dans le même cas.

On risque de priver les enfants du sacrifice de l'Aïd et encore avec l'inflation, l'érosion du pouvoir d'achat, ils ne seront pas nombreux à observer ce rituel bien qu'ayant serré la bourse et privé les enfants habits neufs.

A. Maâchi

ANNABA/LUTTE**CONTRE LA PAUVRETE L'ADS fait son bilan**

Soixante-sept communes de douze wilaya de l'est du pays, parmi les plus démunies, ont bénéficié de 103 projets initiés par l'Agence de développement social (ADS).

Une enveloppe de 281 millions de dinars a été octroyée pour la concrétisation de ces projets qui portent sur la mise en place d'infrastructures de base et de réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées, la construction de pistes de désenclavement, l'électrification rurale et l'injection d'équipements dans les salles de santé publique

notamment. Sur l'ensemble de ces projets, seuls 15 ont été réalisés, 53 sont en phase de lancement et 12 attendent la contribution financière de leurs bénéficiaires pour le démarrage des travaux.

Pour l'année 2005, les projets qui seront retenus doivent faire l'objet, au préalable, d'études et enquêtes, lesquelles ont été entamées durant le mois de novembre dernier.

Cette démarche permettra de cibler les besoins et priorités en matière de développement dans les communes concernées.

Nabil Kebaili